

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.565
17 juillet 1990

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA CINQ CENT SOIXANTE-CINQUIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 17 juillet 1990, à 10 heures

Président : M. Bogumil Sujka (Pologne)

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 565ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément à son programme de travail, la Conférence commence aujourd'hui l'examen du point 4 de son ordre du jour intitulé "Armes chimiques". Toutefois, en application de l'article 30 du règlement intérieur, tout représentant qui souhaiterait soulever une question ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

Comme il reste encore à régler certaines questions d'organisation, concernant notamment des demandes d'Etats non membres désireux de participer aux réunions officielles sur le fond des points 2 et 3 de l'ordre du jour, la Conférence se réunira à titre officieux une fois que la liste des orateurs aura été épuisée. Nous reprendrons ensuite la séance plénière afin d'adopter officiellement les décisions prises lors de la réunion officieuse.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui les représentants du Royaume-Uni et du Japon. Je donne maintenant la parole à la représentante du Royaume-Uni, l'Ambassadrice Solesby.

Mlle SOLESBY (Royaume-Uni) (traduit de l'anglais) : Le 26 juin dernier, au nom des délégations de la République fédérale d'Allemagne, de la Belgique, du Canada, des Etats-Unis, de la France, de l'Italie, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, j'ai fait une déclaration pour présenter le message et le communiqué final de la Réunion du Conseil de l'Atlantique Nord en session ministérielle tenue à Turnberry les 7 et 8 juin 1990. Aujourd'hui, au nom des mêmes délégations, j'ai fait distribuer sous la cote CD/1013 le texte de la déclaration sur "une Alliance de l'Atlantique Nord renouvelée", publiée par les chefs d'Etat et de gouvernement participant à la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord tenue à Londres les 5 et 6 juillet 1990. Comme dans le cas précédent, j'engage vivement les délégations à lire ce texte dans son intégralité, mais il serait peut-être utile que j'appelle l'attention sur certains des points principaux qui y sont contenus.

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Alliance reconnaissent que l'Europe est entrée dans une ère nouvelle et prometteuse. L'Alliance doit s'adapter et ne manquera pas de le faire.

L'Alliance de l'Atlantique Nord doit continuer d'assurer la défense commune et de prolonger la paix dont nous jouissons depuis quarante ans. Cependant, la sécurité et la stabilité n'ont pas une dimension exclusivement militaire et l'élément politique de l'Alliance devrait être renforcé. Les Alliés doivent travailler ensemble non seulement pour la défense commune, mais encore pour la création de nouveaux partenariats avec toutes les nations d'Europe. La communauté atlantique doit se tourner vers les pays de l'Est et leur offrir son amitié.

L'unification de l'Allemagne signifie que la division de l'Europe est également en train d'être surmontée. Une Allemagne unie, qui aura sa place au sein d'une alliance de démocraties libres, et qui sera associée à l'intégration politique et économique croissante de la Communauté européenne, constituera un facteur indispensable de sécurité. L'évolution de la Communauté européenne vers l'union politique, et notamment vers l'affirmation

(Mlle Solesby, Royaume-Uni)

d'une identité européenne dans le domaine de la sécurité, contribuera aussi à renforcer la solidarité atlantique et à établir un ordre pacifique juste et durable dans l'Europe tout entière.

Quelles que soient les circonstances, l'Alliance ne sera jamais la première à recourir à la force. Les Alliés proposent une déclaration commune entre les Etats membres des deux alliances dans laquelle il sera clairement énoncé qu'ils ne sont plus des adversaires et par laquelle les autres Etats membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe seront invités à souscrire à cet engagement de non-agression.

Les Alliés invitent le Président Gorbatchev et les représentants des autres pays d'Europe centrale et orientale à prendre la parole devant le Conseil de l'Atlantique Nord et à établir des liaisons diplomatiques régulières avec l'OTAN. Cela permettra de partager avec eux les réflexions et les délibérations des Alliés en cette période de changement historique. Les Alliés sont également prêts à intensifier les contacts militaires et proposent de tenir cet automne un autre séminaire sur la doctrine militaire de la CSCE. Ils se proposent d'instaurer en Europe une transparence d'une qualité toute différente, avec en particulier la conclusion d'un accord sur le "ciel ouvert".

La déclaration énonce une démarche commune sur la maîtrise des armements conventionnels durant la période allant jusqu'à la réunion de la CSCE à Helsinki en 1992 et au-delà. Les Alliés accordent la plus haute priorité à la conclusion, dès cette année, d'un accord sur les forces conventionnelles en Europe, ainsi qu'à la mise au point d'un ensemble de mesures de confiance et de sécurité. Dès la signature de l'accord sur les FCE, il faudrait que soient entamés de nouveaux pourparlers, avec les mêmes participants et sur la base du même mandat, mettant l'accent sur la limitation des effectifs en Europe. Un engagement concernant les niveaux d'effectifs d'une Allemagne unie sera pris au moment de la signature de ce traité. Au-delà de 1992, l'Alliance prévoit de nouvelles négociations sur la maîtrise des armements conventionnels, menées au sein de la CSCE, en vue d'aboutir à d'autres mesures ambitieuses visant à limiter le potentiel offensif des forces conventionnelles en Europe. Il s'agit là, certes, d'un programme ambitieux, mais il est conforme au but que nous nous sommes fixé : installer une paix durable en Europe.

En ce qui concerne la structure des forces, l'Alliance réaffirme dans la déclaration l'importance des forces conventionnelles nord-américaines et des forces nucléaires des Etats-Unis en Europe. Elle indique également la voie vers une transformation des forces conventionnelles en Europe de la structure militaire intégrée de l'OTAN, qui seront constituées d'unités moins nombreuses et plus mobiles faisant de plus en plus appel à des corps multinationaux. La structure militaire intégrée de l'OTAN abaissera le niveau de préparation de ses unités d'active et tablera davantage sur la possibilité de renforcements.

L'Alliance réaffirme dans la déclaration les principes essentiels de sa stratégie : pour sauvegarder la paix, l'Alliance doit conserver, à échéance prévisible, une combinaison appropriée de forces nucléaires et conventionnelles basées en Europe et maintenues à niveau là où ce sera nécessaire. Mais l'OTAN, qui est une alliance défensive, a toujours souligné

(Mlle Solesby, Royaume-Uni)

qu'elle n'utiliserait jamais aucune de ses armes, sauf en cas de légitime défense, et qu'elle entendait ramener au niveau le plus bas et le plus stable les forces nucléaires requises pour la prévention de la guerre.

L'évolution politique et militaire en Europe et la perspective de nouveaux changements permettent maintenant aux Alliés concernés de modifier la taille de leurs forces de dissuasion nucléaire et d'adapter les missions qu'ils leur confient.

- Les alliés concernés auront besoin de beaucoup moins d'armes nucléaires, en particulier de systèmes nucléaires préstratégiques des plus courtes portées.
- Ils sont disposés à éliminer les obus nucléaires en Europe, en échange de mesures réciproques de la part de l'Union soviétique.
- Les Etats-Unis et l'Union soviétique devraient entamer de nouvelles négociations sur la réduction des forces nucléaires à courte portée, peu après la signature de l'accord sur les forces conventionnelles en Europe.
- Le retrait total des forces soviétiques stationnées en Europe et l'exécution d'un accord sur les FCE permettront aux Alliés concernés de moins dépendre des armes nucléaires. Celles-ci continueront de jouer un rôle essentiel dans la stratégie globale de l'Alliance - qui vise à prévenir la guerre - parce qu'elles assurent qu'en aucune circonstance on ne puisse négliger les représailles nucléaires que déclencherait une action militaire. Toutefois, ces mêmes Alliés seront en mesure d'adopter, dans une Europe transformée, une nouvelle stratégie de l'OTAN qui fasse véritablement des forces nucléaires l'arme du dernier recours.

Les Alliés concernés élaboreront une nouvelle stratégie militaire alliée qui s'éloigne de la défense de l'avant, là où il le faut, pour s'orienter vers celle d'une présence en avant réduite, et qui modifie le principe de la riposte graduée pour tenir compte d'une dépendance moins grande à l'égard de l'arme nucléaire.

La CSCE, qui réunit les pays d'Europe et d'Amérique du Nord, devrait jouer un rôle plus marqué. Les Alliés sont favorables à la tenue en fin d'année, à Paris, d'un sommet de la CSCE au cours duquel serait signé un accord sur les FCE, et où seraient fixées de nouvelles normes pour l'établissement et la sauvegarde de sociétés libres. Il est proposé en outre que les participants au sommet de la CSCE fixent la manière dont la CSCE peut être institutionnalisée pour devenir le lieu d'un dialogue politique plus large dans une Europe plus unie. Les Alliés énumèrent un certain nombre de mesures spécifiques pour atteindre ces objectifs.

Avec cette déclaration, l'Alliance amorce une profonde transformation. De concert avec tous les pays d'Europe, les Alliés sont déterminés à créer un état de paix durable sur ce continent.

M. DONOWAKI (Japon) (traduit de l'anglais) : Je voudrais rendre compte du résultat des consultations sur la question d'un mandat pour l'établissement du Comité spécial sur le point 1 de l'ordre du jour. Toutefois, comme c'est la première fois que je prends la parole ce mois-ci, je tiens à vous adresser, Monsieur le Président, les félicitations de ma délégation à l'occasion de votre accession au poste très important de président de la Conférence du désarmement. Ma délégation est heureuse de vous voir assurer ces fonctions et de constater que vos capacités et vos compétences ont permis à nos travaux de progresser régulièrement. En particulier, l'heureuse initiative que vous avez prise personnellement en invitant les coordonnateurs pour le point 1 de l'ordre du jour aux trois dernières consultations présidentielles nous a énormément aidés à atteindre l'étape où nous nous trouvons actuellement après tant de mois et tant d'années.

Je voudrais maintenant décrire les consultations que ma délégation a menées sur la question d'un mandat pour l'établissement du Comité spécial sur le point 1 de l'ordre du jour, intitulé "Interdiction des essais nucléaires". Comme vous le savez, les consultations ont été amorcées par mon prédécesseur, l'Ambassadeur Yamada, alors qu'il présidait la Conférence au mois de mars de l'an dernier. Depuis 1984, la Conférence était dans l'impossibilité d'effectuer un travail de fond sur ce point de l'ordre du jour par suite de l'impasse concernant la question du mandat qui provenait des positions conflictuelles des groupes. L'Ambassadeur a donc entamé un dialogue avec chaque délégation, à titre officieux et individuel, afin d'essayer de trouver une issue. Les présidents qui ont succédé à l'Ambassadeur Yamada l'ont encouragé durant le reste de l'année à poursuivre ses consultations. Dès la fin de la session de l'an passé, l'Ambassadeur Yamada était convaincu que le projet de mandat figurant dans le document CD/863, qui avait été élaboré par l'Ambassadeur Vejvoda lorsqu'il occupait la présidence en 1987, pouvait servir effectivement de base pour parvenir à un mandat susceptible de faire l'objet d'un consensus, comme l'a dit l'Ambassadeur lui-même dans l'allocution qu'il a prononcée en quittant Genève.

Au début de la session de cette année, comme l'a indiqué l'Ambassadeur Wagenmakers des Pays-Bas qui présidait alors la Conférence, j'ai accepté volontiers de poursuivre les consultations entamées par mon prédécesseur. J'ai pu ainsi me convaincre également que le projet de mandat CD/863 pouvait permettre de sortir de l'impasse des positions conflictuelles des groupes. A la fin de février dernier, tous les groupes, à l'exception du Groupe des 21, étaient disposés à prendre le document CD/863 comme base de négociation d'un mandat consensuel, sans préjudice de leurs préférences respectives. Cependant, étant donné que le projet de mandat Vejvoda excluait le pouvoir de négociation, le Groupe des 21 s'est donné un délai pour tenir des consultations internes. Le 14 mars, lors des consultations présidentielles qui étaient présidées par l'Ambassadeur Azikiwe du Nigéria et auxquelles étaient invités les coordonnateurs pour le point 1 de l'ordre du jour, le Groupe des 21 a déclaré qu'il ne s'opposerait pas, sans préjudice de sa position énoncée dans le document CD/829, à ce que le projet Vejvoda soit pris comme point de départ pour des consultations visant à arrêter un mandat pour le Comité spécial, si toutes les autres délégations étaient prêtes à le faire. Tous les autres groupes se sont félicités de cette preuve de souplesse de la part du Groupe des 21. La délégation de la République populaire de Chine s'est également déclarée prête à s'associer à tout consensus auquel parviendraient les autres groupes et à participer aux travaux du Comité spécial lorsqu'il serait créé.

(M. Donowaki, Japon)

Par la suite, les coordonnateurs pour le point 1 de l'ordre du jour se sont réunis entre eux à plusieurs reprises et ont participé sur invitation aux consultations présidentielles. Lors de ces réunions, il est devenu manifeste que le Groupe de pays d'Europe orientale et autres pays, ainsi que la République populaire de Chine, pourraient accepter le projet de mandat CD/863 sans modification de libellé si les autres groupes faisaient de même. Les pays du Groupe occidental n'ont pu se prononcer car ils attendaient les instructions de leurs capitales. Le Groupe des 21, bien qu'il n'ait pas proposé d'amendements, n'était pas en mesure de se déclarer prêt à accepter le projet de mandat sans modifications avant de connaître la position du Groupe occidental. C'était donc au tour du Groupe occidental de se donner un délai pour tenir des consultations.

Le 3 juillet, lors d'une consultation que vous avez convoquée, Monsieur le Président, le Groupe de pays occidentaux a informé tous les autres groupes qu'il avait décidé, dans un esprit de compromis, d'accepter sans changements le projet de mandat CD/863, et leur a proposé de faire de même. Le Groupe de pays d'Europe orientale et autres pays ainsi que la République populaire de Chine se sont déclarés disposés à accepter cette proposition, mais le Groupe des 21 a demandé à disposer d'un peu plus de temps.

Enfin, le 11 juillet, lors de la consultation présidentielle, le Groupe des 21 a informé les autres groupes qu'il avait également décidé d'accepter le projet de mandat CD/863 sans aucun changement, faisant preuve d'un esprit de compromis et de souplesse dont les autres groupes se sont félicités.

C'est avec un sentiment de profonde gratitude qui s'adresse à vous personnellement, Monsieur le Président, et à toutes les délégations présentes autour de cette table, ainsi qu'au Secrétaire général, l'Ambassadeur Komatina, et à son adjoint, l'Ambassadeur Berasategui, que je suis en mesure de vous annoncer le succès des consultations menées par ma délégation sur la question du mandat pour le point 1 de l'ordre du jour. Au nom de mon prédécesseur et en mon nom personnel, ainsi qu'au nom de ma délégation, je voudrais exprimer notre gratitude la plus profonde pour les chaleureuses paroles d'encouragement qui nous ont été prodiguées à plusieurs reprises, ainsi que pour le soutien généreux et la compréhension manifestés à notre égard durant les seize derniers mois. Je ne saurais manquer ici de saluer également le dévouement et le discernement de l'Ambassadeur Vejvoda de la République fédérative tchèque et slovaque, qui nous a légué un projet de mandat mûrement réfléchi, qui n'est autre que celui dont nous sommes saisis aujourd'hui. Je voudrais demander à l'Ambassadeur Králik de transmettre à l'Ambassadeur Vejvoda les remerciements et les salutations de ma délégation.

Je terminerai en ajoutant un autre point. En 1982 et 1983, lorsque nous avions un comité spécial sur le point 1 de l'ordre du jour, deux Etats dotés d'armes nucléaires ne participaient pas aux travaux, ce qu'avaient regretté à l'époque toutes les autres délégations. Cette fois-ci, bien que la France n'ait pas encore promis sa participation, la République populaire de Chine, comme je l'ai déjà dit, a indiqué nettement qu'elle prendrait part aux travaux du comité spécial lorsqu'il serait créé. Je suis certain que cette mesure très importante et très positive prise par notre collègue chinois sera sincèrement appréciée par les délégations ici présentes.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant du Japon pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. En même temps, je me félicite de l'issue positive des consultations menées par l'Ambassadeur Donowaki sur un projet de mandat pour un comité spécial au titre du point 1 de l'ordre du jour. Je suis sûr que tous les membres s'accorderont avec moi pour estimer que ce résultat est le fruit des efforts actifs de l'Ambassadeur Donowaki et de son prédécesseur, l'Ambassadeur Yamada. C'est grâce à l'habileté et à la diplomatie avec lesquelles ils ont mené les consultations sur cette importante question que nous avons pu atteindre l'étape où nous nous trouvons actuellement.

J'ai déjà annoncé au début de la séance que nous tiendrions une réunion officieuse afin d'examiner un certain nombre de questions d'organisation. Nous y examinerons bien entendu la question du projet de mandat pour un comité spécial au titre du point 1 de l'ordre du jour, ainsi que les demandes de participation d'Etats non membres à nos travaux. En l'absence d'objections, je vais suspendre la séance pour convoquer dans cinq minutes une réunion officieuse de la Conférence. Nous reprendrons la séance plénière immédiatement après afin d'adopter officiellement les décisions prises lors de la réunion officieuse.

La séance est suspendue à 10 h 35; elle est reprise à 10 h 45.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : La 565ème séance plénière de la Conférence du désarmement est reprise.

A la suite de la réunion officieuse que nous venons de tenir, j'invite la Conférence à adopter les décisions concernant plusieurs questions d'organisation. Je suggère d'examiner en premier le document CD/WP.387 qui contient un projet de décision concernant le mandat pour un comité spécial au titre du point 1 de l'ordre du jour intitulé "Interdiction des essais nucléaires". En l'absence d'objections, je considérerai que la Conférence adopte le projet de décision.

Il en est ainsi décidé.

La Conférence doit maintenant prendre une décision au sujet de la nomination du représentant du Japon, l'Ambassadeur Donowaki, au poste de président du Comité spécial qui vient d'être rétabli. Je crois comprendre que cette nomination est acceptée.

Il en est ainsi décidé.

Au nom de la Conférence et en mon nom personnel, je voudrais adresser à l'Ambassadeur Donowaki nos vives félicitations à l'occasion de sa nomination à la présidence du Comité spécial. Je suis sûr qu'il s'acquittera de ses lourdes responsabilités avec la même diplomatie et la même conviction que celles dont il a fait preuve en menant à bien les consultations sur le rétablissement du Comité spécial. En ce qui concerne la première réunion de cet organe, elle se tiendra ici le vendredi 20 juillet, à 15 heures.

M. DONOWAKI (Japon) (traduit de l'anglais) : Je suis très honoré de l'appui et de la confiance que vous m'accordez, Monsieur le Président, ainsi que tous les groupes et délégations. En acceptant humblement ce poste, je tiens à dire que je suis prêt à vous servir de mon mieux en présidant les travaux du Comité spécial qui vient d'être créé. J'espère beaucoup pouvoir compter sur la collaboration de toutes les délégations ainsi que sur le soutien du secrétariat afin d'essayer de partir sur la bonne voie en vue d'aborder de manière fructueuse la tâche qui nous est confiée aux termes du mandat que nous venons d'adopter. La mission du Comité spécial est d'une grande importance et, en même temps, d'une complexité énorme ayant des incidences politiques profondes. La manière dont le Comité saura relever le défi sera suivie de près non seulement par nos capitales, mais aussi par divers milieux intéressés à l'extérieur de cette salle de conférence. Les progrès réalisés par le Comité spécial dans ses délibérations dépendront pour une large part de notre capacité, de notre habileté et de notre résolution. Par conséquent, en ma qualité de président récemment désigné, tout en m'engageant à vous servir du mieux que je peux, je voudrais humblement demander à tous mes collègues d'être animés au maximum de l'esprit de compromis, de coopération et de souplesse qu'ils ont amplement manifesté durant les consultations que ma délégation a menées sur le mandat pour le point 1 de l'ordre du jour.

M. WAGENMAKERS (Pays-Bas) (traduit de l'anglais) : La délégation néerlandaise est heureuse de voir le représentant de la Pologne assurer la présidence de la Conférence. Elle est certaine, Monsieur le Président, que les travaux de ce mois se dérouleront avec succès grâce à votre grande expérience, à vos hautes qualités professionnelles, à votre attachement de longue date à la cause du désarmement et à votre conduite éclairée.

Je prends aujourd'hui la parole au nom d'un groupe d'Etats occidentaux. Au nom des délégations de la République fédérale d'Allemagne, de l'Australie, de la Belgique, du Canada, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Italie, du Japon et du Royaume-Uni, ainsi qu'au nom de ma propre délégation, je voudrais faire une déclaration au sujet de la décision que nous venons de prendre à l'effet d'établir un comité spécial au titre du point 1 de l'ordre du jour.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, nous voudrions remercier l'Ambassadeur Donowaki du Japon et, par son entremise, son prédécesseur l'Ambassadeur Yamada, pour le travail qu'ils ont accompli afin que la Conférence parvienne au résultat obtenu aujourd'hui. Nous félicitons aussi l'Ambassadeur Donowaki de sa nomination à la présidence du Comité spécial. Le consensus actuel permettra à la Conférence de remettre en route, après une longue interruption, des travaux approfondis au titre du point 1 de l'ordre du jour.

Nous attendons beaucoup de l'examen détaillé, au sein du Comité, des diverses questions de fond concernant la vérification et le respect, ainsi que la structure et la portée. En tant que groupe et qu'Etats individuels, nous sommes prêts à y participer pleinement.

Nous sommes heureux que la Conférence ait accepté que le Comité soit établi sur la base du texte non modifié du projet de mandat CD/863, élaboré par notre ancien président, l'Ambassadeur Vejvoda.

(M. Wagenmakers, Pays-Bas)

Nous sommes fermement convaincus que la Conférence du désarmement, en tant qu'unique instance mondiale de négociation multilatérale sur les questions de désarmement, constitue le lieu le plus approprié pour examiner en profondeur les aspects multilatéraux d'une interdiction des essais nucléaires.

A notre avis, l'examen de la question d'une interdiction des essais nucléaires se trouve encore au stade exploratoire. Il est donc opportun que le Comité ne soit pas mandaté pour négocier le texte d'un traité. Avant que cette étape puisse être atteinte, il reste encore beaucoup à faire quand à l'examen de l'ensemble des questions liées à ce sujet, et le mandat est tout à fait approprié pour cette tâche.

Depuis la dernière fois que la Conférence du désarmement a constitué un comité spécial sur ce sujet, bien des progrès ont été accomplis en ce qui concerne la question des essais nucléaires, en particulier dans le domaine de la mise au point et de l'application des méthodes de vérification. Nous pensions ici aux travaux importants du Groupe d'experts scientifiques et, sur le plan bilatéral, aux procédures élaborées par les Etats-Unis et l'Union soviétique pour la vérification du Traité de 1974 sur la limitation des essais souterrains et du Traité de 1976 sur les explosions nucléaires pacifiques. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour aborder toute la gamme des questions relatives à la vérification.

Il convient de noter que la constitution du Comité correspond au but principal du Traité sur la limitation des essais souterrains, qui est réitéré dans le Préambule du Traité sur la non-prolifération.

Nous sommes convaincus que nous devrions utiliser au maximum le temps limité dont dispose le Comité durant cette dernière partie de la session d'été. Nous voudrions proposer en conséquence que les travaux commencent immédiatement par un échange de vues préliminaire portant sur l'ensemble des questions, et que l'on examine en parallèle la question d'un programme de travail détaillé.

Nous estimons que la création, au sein de la Conférence du désarmement, d'un comité spécial consacré à l'interdiction des essais nucléaires nous aidera à parvenir à notre objectif final, qui est un monde débarrassé des armes nucléaires, vivant dans la paix et la stabilité.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je vous remercie de votre déclaration et des paroles aimables que vous avez adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Inde, l'Ambassadeur Chadha.

M. CHADHA (Inde) (traduit de l'anglais) : Je prends la parole au nom du Groupe des 21. Je voudrais dire tout d'abord combien le Groupe est heureux, Monsieur le Président, de vous voir diriger nos débats durant ce mois. Nous voudrions vous rendre un chaleureux hommage, à vous, Monsieur le Président, ainsi qu'aux Ambassadeurs Yamada et Donowaki, pour les efforts inlassables qui ont abouti à la décision que nous venons de prendre à l'effet de créer le Comité spécial sur le point 1 de l'ordre du jour intitulé "Interdiction des essais nucléaires" - événement que le Groupe des 21 attendait depuis longtemps. Le Groupe voudrait également adresser ses félicitations à l'Ambassadeur Donowaki

(M. Chadha, Inde)

pour sa nomination bien méritée à la présidence du Comité. Nous sommes certains que grâce à son expérience et à ses talents de diplomate, dont il a donné d'abondantes preuves durant les consultations officieuses qui ont rendu possible la décision prise aujourd'hui, il rencontrera le plus grand succès dans la conduite fructueuse des débats du Comité spécial.

Aucune question dans le domaine du désarmement n'est aujourd'hui plus urgente et plus cruciale que la cessation des essais nucléaires. Un traité d'interdiction complète de ces essais devrait être conclu depuis longtemps. La Conférence du désarmement, en tant qu'unique instance de négociation multilatérale, doit jouer un rôle primordial dans les négociations visant à atteindre cet objectif, dont la réalisation renforcera sa crédibilité.

L'objectif d'une interdiction des essais nucléaires a été souligné à maintes reprises dans de nombreux documents adoptés à l'unanimité par l'Organisation des Nations Unies, y compris le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement et la déclaration adoptée par les chefs d'Etat ou de gouvernement au sommet des pays non alignés à Belgrade. En tant que contribution importante à l'objectif consistant à arrêter et à inverser la course aux armements nucléaires et à réaliser le désarmement, le Groupe des 21 n'a pas laissé de préconiser l'interdiction des essais nucléaires et continue d'accorder la plus haute priorité à cette question. Malgré l'engagement de la communauté internationale et l'amélioration récente du climat politique mondial, les armes nucléaires n'ont pas cessé d'être perfectionnées. Il a été reconnu qu'une interdiction des essais contribuerait effectivement à mettre fin à la montée en puissance des armes nucléaires.

Depuis 1984, le Groupe des 21 s'est efforcé d'établir un comité spécial sur l'interdiction des essais nucléaires doté d'un mandat approprié et a fait maintes fois preuve de souplesse en avançant diverses propositions en vue de rechercher un consensus à cet effet. Au début de la présente session annuelle de la Conférence du désarmement, le Groupe a réitéré une fois encore que le projet de mandat publié sous la cote CD/829 était le plus susceptible de concilier les positions de toutes les délégations représentées à la Conférence, et qu'il constituait une bonne base pour parvenir à un consensus. Ce projet de mandat avait reçu l'agrément du Groupe d'Etats socialistes et de la République populaire de Chine.

Dans un esprit renouvelé de compromis et de souplesse, et afin de faciliter la création d'un comité spécial sur le point 1 au sein de la Conférence, le Groupe des 21 ne s'était pas opposé à ce que le document CD/863 soit pris comme base pour le mandat du comité. Tout en continuant à préférer un texte tel que celui qui figure dans le document CD/829, le Groupe a décidé de ne pas s'opposer à ce que le document CD/863 constitue la base du mandat en vue de créer le comité spécial cette année.

Le Groupe des 21 juge essentiel que la création du comité spécial aboutisse à des négociations concrètes en vue de la conclusion urgente d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires, et que cet organe ne s'enlise pas dans un débat sans fin sur un programme de travail ou sur des conditions préalables en matière de vérification, tandis que la question centrale - qui est de négocier un traité interdisant les essais nucléaires -

(M. Chadha, Inde)

demeurerait sans solution. Etant donné que le comité fonctionnera cette année durant une courte période, le Groupe estime que la session de l'an prochain de la Conférence du désarmement devra être pleinement utilisée pour atteindre l'objectif d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Le Groupe des 21 est convaincu que les techniques de vérification disponibles, sur le plan aussi bien national qu'international, sont déjà suffisantes pour appuyer un traité d'interdiction visant à assurer à tout jamais la cessation générale et complète des essais nucléaires par tous les Etats et dans tous les milieux.

La communauté internationale a reconnu que les questions relatives à la vérification et au respect ne pouvaient être considérées que conjointement avec les autres aspects d'un traité. Le paragraphe 31 du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement porte ce qui suit : "Les accords dans le domaine du désarmement et de la limitation des armements devraient prévoir des mesures de vérification adéquates jugées satisfaisantes par toutes les parties intéressées, de manière à créer la confiance nécessaire et à assurer le respect de ces mesures par toutes les parties. La nature et les modalités de la vérification à prévoir dans tout accord particulier dépendent et devraient être fonction des objectifs, de la portée et de la nature dudit accord."

Le Groupe estime que le traité d'interdiction des essais nucléaires devrait être non discriminatoire et global de manière à recueillir l'adhésion universelle et devrait comprendre un système de vérification d'application universelle, de caractère non discriminatoire et garantissant l'égalité d'accès à tous les Etats.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je vous remercie de votre déclaration et des paroles aimables que vous avez adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur Dietze de la République démocratique allemande.

M. DIETZE (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Le Groupe de pays d'Europe orientale et autres pays, au nom duquel j'ai l'honneur de prendre la parole, se félicite qu'après des années de consultations, la Conférence du désarmement soit en mesure d'approuver un mandat pour le Comité spécial sur le point 1 de l'ordre du jour, "Interdiction des essais nucléaires". Cela montre, à notre avis, que l'on se déclare prêt et politiquement résolu à commencer d'examiner, dans le cadre du Comité établi, tous les aspects liés à une interdiction des essais nucléaires. Nous aurons ainsi la possibilité d'accomplir, au sein de la Conférence du désarmement, des travaux de fond sur des questions concernant l'interdiction des essais d'une manière générale et sur des points spécifiques qui y sont liés, tels que la structure et la portée, ainsi que la vérification et le respect.

Je voudrais saisir cette occasion pour exprimer notre gratitude à l'Ambassadeur Donowaki et, par son entremise, à l'Ambassadeur Yamada, pour les efforts inlassables qu'ils ont fournis et qui ont permis d'aboutir aujourd'hui, 45 ans après le premier essai nucléaire, à un consensus sur ce domaine crucial.

(M. Dietze, République démocratique allemande)

Je voudrais dire aussi notre satisfaction de voir que le mandat proposé dans le document CD/863 a constitué une base solide pour parvenir au consensus. Conformément au mandat qui lui a été confié, le Comité spécial tiendra compte de toutes les propositions existantes et initiatives futures. En outre, nous estimons que le Comité tirera parti des connaissances et de l'expérience accumulées au cours des années.

Le Groupe oriental tient à ce que le Comité spécial se mette au travail dès que possible. Pour cette raison, nous sommes prêts à entamer immédiatement les travaux sur la base des principaux éléments figurant dans les paragraphes 2, 3 et 4 du mandat que nous venons d'approuver. Cette démarche permettrait de conserver l'élan acquis et de passer aux activités pratiques concernant une interdiction complète des essais nucléaires.

En même temps, le Groupe oriental appuie l'idée selon laquelle nous devrions consacrer les prochain mois à élaborer un programme de travail plus détaillé pour le Comité spécial, de manière que celui-ci puisse commencer ses travaux sans tarder au début de la session de 1991 de la Conférence du désarmement.

Enfin, je voudrais saisir cette occasion pour dire le très grand plaisir qu'ont les délégations du Groupe oriental de voir le représentant du Japon présider dans les semaines à venir le Comité spécial sur une interdiction des essais nucléaires. Nous sommes convaincus que l'Ambassadeur Donowaki, grâce à son engagement personnel, à sa grande expérience et à ses talents de diplomate, permettra au Comité de prendre l'élan dont j'ai déjà parlé. Je puis assurer à l'Ambassadeur Donowaki, en particulier en ma qualité de coordonnateur de groupe pour le point 1 de l'ordre du jour, que nous lui fournirons notre plus plein appui.

M. HOU Zhitong (Chine) (traduit du chinois) : Prenant la parole pour la première fois en séance plénière durant cette session d'été, je voudrais exprimer ma gratitude et mes remerciements à l'Ambassadeur Oswaldo de Rivero du Pérou, notre président pour le mois de juin, dont les efforts énergiques ont permis à la Conférence de prendre un très bon départ. Je lui souhaite tout le succès dans les fonctions importantes dont il est maintenant chargé. A vous, Monsieur le Président, je voudrais adresser mes félicitations les plus chaleureuses à l'occasion de votre accession à la présidence pour le mois de juillet, ainsi que ma gratitude pour le travail fructueux que vous avez accompli. Je suis convaincu qu'en tant que représentant de la Pologne, avec laquelle la Chine entretient des relations amicales, et grâce à votre riche expérience et à vos talents remarquables de diplomate, vous conduirez sans aucun doute les négociations vers de nouveaux progrès. A cet égard, je tiens également à assurer le Président ainsi que toutes les délégations de la coopération constructive de la délégation chinoise.

Je voudrais saisir aussi cette occasion pour saluer chaleureusement les nouveaux chefs de délégation, l'Ambassadeur Králik de la République fédérative tchèque et slovaque, l'Ambassadrice Sinegiorgis de l'Ethiopie, l'Ambassadeur Ricupero du Brésil, l'Ambassadeur Chadha de l'Inde et l'Ambassadeur von Wagner de la République fédérale d'Allemagne. Je leur adresse mes vœux sincères de succès dans leur nouveau poste. En même temps,

(M. Hou Zhitong, Chine)

je voudrais exprimer, par votre entremise, Monsieur le Président, les sentiments de regret que la délégation chinoise et moi-même ressentons devant le départ de l'Ambassadeur de Azambuja du Brésil, de l'Ambassadeur Sharma de l'Inde, de l'Ambassadeur von Stülpnagel de la République fédérale d'Allemagne, de l'Ambassadeur Kostov de la Bulgarie, de l'Ambassadeur Bayart de la Mongolie et de l'Ambassadeur Varga de la Hongrie. Nous leur adressons nos vœux les meilleurs.

Sous votre présidence, nous venons d'adopter par consensus, à la présente séance plénière, la décision de rétablir le Comité spécial sur le point 1 de l'ordre du jour de la Conférence intitulé "Interdiction des essais nucléaires". Il s'agit là d'un nouveau progrès de la Conférence dans ce domaine très important. La délégation chinoise voudrait vous adresser ses félicitations, à vous, Monsieur le Président, et à toutes les délégations, et exprimer sa gratitude pour les efforts énergiques et efficaces que vous avez déployés, ainsi que pour l'esprit de compromis qu'ont manifesté toutes les parties. Je voudrais mentionner en particulier les efforts inlassables de l'Ambassadeur Donowaki du Japon. La délégation chinoise félicite le représentant du Japon, proche voisin de la Chine, à l'occasion de son accession à la présidence du Comité spécial, et espère que, sous sa direction, cet organe parviendra à des résultats substantiels.

Comme tous les autres membres de la communauté internationale, la Chine a toujours attaché une grande importance à l'interdiction des essais nucléaires qui constitue l'une des questions prioritaires inscrites à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement. Le rétablissement du Comité spécial, après une interruption de six ans, est le résultat des exigences et des efforts énergiques de la communauté internationale en général, et des très nombreux pays du tiers monde, y compris les pays non alignés, en particulier. Pour cette raison, la délégation chinoise voudrait exprimer sa gratitude à toutes les parties intéressées, et plus particulièrement au Groupe des 21, pour leurs efforts inlassables et leurs remarquables contributions.

Dans le discours important qu'il a prononcé récemment à la Conférence du désarmement, le Ministre chinois des affaires étrangères, M. Qian Qichen, a fait un exposé complet des principes qui guident le Gouvernement chinois quant aux questions du désarmement nucléaire et de l'interdiction des essais. S'étant toujours prononcée en faveur de l'interdiction complète et de la destruction totale de toutes les armes nucléaires, et ayant déployé à cette fin des efforts soutenus, la Chine comprend et partage le désir ardent des très nombreux pays du tiers monde et des autres Etats non dotés d'armes nucléaires de voir se réaliser sans tarder une interdiction complète des essais nucléaires. C'est dans cet esprit que la délégation chinoise se félicite de la déclaration que vient de faire le Groupe des 21 au sujet de la question de l'interdiction des essais. Comme chacun sait, la Chine a fait preuve de modération et de prudence à l'égard des essais nucléaires. Elle se prépare vigoureusement à participer à l'expérience concernant l'échange international de données sismiques. Je voudrais réaffirmer ici que la délégation chinoise prendra activement part aux travaux du Comité spécial et oeuvrera, de concert avec toutes les autres délégations, à la réalisation rapide d'une interdiction des essais nucléaires et d'un désarmement nucléaire effectif.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je vous remercie de votre déclaration et des paroles aimables que vous avez adressées à la présidence. Je donne la parole au représentant de la France.

M. de la BAUME (France) : Comme la Conférence vient de le constater, ma délégation ne s'est pas opposée au consensus sur le rétablissement d'un Comité spécial au titre du point 1 de l'ordre du jour, intitulé "Interdiction des essais nucléaires", ni à l'adoption du mandat de ce comité spécial, conformément au projet CD/863.

Toutefois, ma délégation tient à rappeler le contenu de sa déclaration prononcée en séance plénière le 18 juillet de l'année dernière : "Nous nous abstiendrons de participer à un exercice qui répond à une conception du désarmement nucléaire qui n'est pas la nôtre." La position de principe de la France sur ce sujet est bien connue et n'a pas changé. Ma délégation aura l'occasion d'y revenir plus longuement en temps utile.

M. KENYON (Royaume-Uni) (traduit de l'anglais) : Le Royaume-Uni compte parmi les Etats membres occidentaux au nom desquels l'Ambassadeur Wagenmakers vient de parler. Nous nous associons pleinement à sa déclaration concernant l'établissement d'un comité spécial pour examiner les questions concernant les essais nucléaires conformément au point 1 de notre ordre du jour. Nous prendrons pleinement part aux travaux du Comité. La politique de mon Gouvernement au sujet des essais nucléaires est bien connue. A échéance prévisible, la sécurité du Royaume-Uni dépendra de la dissuasion fondée en partie sur la possession d'armes nucléaires. Cela signifie qu'il continuera à être nécessaire d'effectuer des essais souterrains pour veiller à ce que nos armes nucléaires restent efficaces et à niveau. Une interdiction complète des essais demeure un objectif à long terme. Des progrès ne seront accomplis que pas à pas. Il faut tenir compte à cet égard des développements techniques de la vérification, ainsi que de l'évolution enregistrée dans d'autres domaines de la maîtrise des armements et dans l'attitude des autres Etats. Ma délégation se félicite à l'avance d'examiner toutes ces questions au sein du Comité spécial. Nous espérons que les travaux de fond pourront commencer bientôt afin que nous puissions avancer au cours des semaines à venir sur ce terrain important. Nous envisageons d'apporter une contribution active.

Enfin, je voudrais féliciter aussi l'Ambassadeur Donowaki d'avoir été nommé au poste de président du Comité, et d'avoir permis de parvenir à un consensus au sujet du mandat. Sa nomination n'en est que plus appropriée. Je suis sûr qu'il assumera avec la même distinction son nouveau rôle de président du Comité.

M. LEDOGAR (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Les Etats-Unis sont également heureux que la Conférence du désarmement ait maintenant constitué un comité pour travailler sur le point 1 de son ordre du jour, l'interdiction des armes nucléaires. Nous avons entendu aujourd'hui d'importantes déclarations émanant de groupes et d'Etats individuels. En tant qu'Etat doté d'armes nucléaires ayant vis-à-vis d'autres pays des responsabilités qui vont au-delà de sa défense nationale directe et qui dépassent de loin ses frontières nationales, les Etats-Unis ont un intérêt profond à l'égard de cette question. Le point de vue général des Etats-Unis a été également présenté il y a quelques minutes dans la déclaration

(M. Ledogar, Etats-Unis d'Amérique)

que l'Ambassadeur Wagenmakers a prononcée au nom d'un groupe comprenant la plupart des pays occidentaux. Je voudrais néanmoins faire part à la Conférence de quelques observations supplémentaires qui portent sur la position nationale des Etats-Unis.

La position des Etats-Unis au sujet d'une interdiction des essais n'a pas changé. Dans un esprit de compromis visant à faciliter la constitution du Comité, nous avons mis de côté nos réserves concernant le document CD/863 et avons accepté comme mandat ce texte qui exclut le pouvoir de négociation. Nous avons l'intention de participer pleinement aux travaux du Comité en écoutant soigneusement le point de vue des autres, en présentant le nôtre et en partageant les résultats de nos recherches et nos technologies pertinentes. Une interdiction complète des essais nucléaires demeure un objectif à long terme des Etats-Unis. Une telle interdiction doit être considérée dans le contexte du moment où les Etats-Unis n'auront plus besoin de dépendre de la dissuasion nucléaire pour assurer la sécurité et la stabilité internationales et où l'on sera parvenu à des réductions d'armes larges, profondes et vérifiables, à des capacités de vérification très améliorées, à des mesures de confiance élargies et à un plus grand équilibre des forces classiques.

En résumé, les Etats-Unis continueront d'appliquer à la question d'une interdiction des essais nucléaires une démarche par étapes tenant compte des critères de sécurité que je viens d'énumérer. C'est uniquement de cette manière que nous pourrions préserver avec prudence notre sécurité et celle des autres pays à l'égard desquels nous avons des engagements, au fur et à mesure que des changements politiques substantiels se produiront sur la scène internationale.

M. SMIDOVICH (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : La délégation de l'URSS s'associe pleinement aux remarques que l'Ambassadeur Dietze a faites dans sa déclaration au nom du Groupe de pays d'Europe orientale et autres pays, auquel appartient l'Union soviétique.

La délégation de l'URSS a l'intention de prendre très activement part, sous tous leurs aspects, aux travaux qu'effectuera le Comité spécial qui vient d'être créé. Le but de nos efforts reste inchangé : l'interdiction complète, dans les plus brefs délais, des essais d'armes nucléaires. La démarche fondamentale adoptée par l'Union soviétique en vue d'accomplir cette tâche a été énoncée dans la déclaration prononcée le 28 juin dernier par le chef de la délégation de l'URSS à la Conférence du désarmement, S. Batsanov.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Comme il n'y a plus d'autres délégations qui souhaiteraient prendre la parole, je vais maintenant passer à la demande formulée par deux Etats non membres en vue de participer aux réunions officielles de la Conférence sur le fond des points 2 et 3 de l'ordre du jour. La note pertinente du Président est publiée sous la cote CD/WP.386. En l'absence d'objections quant à la teneur de cette note, je considérerai qu'elle est adoptée.

Il en est ainsi décidé.

(Le Président)

A propos de la décision que nous venons de prendre, je tiens à noter que la déclaration faite par le Président de la Conférence lors de la reprise de la 534ème séance s'applique également aux demandes que nous venons d'examiner.

Il n'y a plus d'autres questions à examiner et je vais donc lever la séance. Avant de le faire, je rappelle que la Conférence tiendra aujourd'hui une réunion officieuse sur le fond du point 2 de l'ordre du jour. Je voudrais aussi informer les membres du Groupe des 21 que leur groupe de contact sur les assurances négatives de sécurité se rassemblera dans la Salle C.108 après la réunion plénière officieuse. La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 19 juillet, à 10 heures.

La séance est levée à 11 h 30.
